



## STATUTS

Statuts annexés à l'arrêté du

29 JUIN 2022

### ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE "ANRS"

#### I. - Buts et composition d'association

##### Article 1<sup>er</sup>

L'association intitulée « Association Nationale de Réadaptation Sociale ou "A.N.R.S." » dont la déclaration a été publiée au *Journal officiel* du 19 mai 1961 et reconnue d'utilité publique par décret du 23 mai 1975 a pour buts de :

- Protéger les mineurs au titre de la protection de l'enfance dans le cadre de placements éducatifs au pénal et au civil et de mesures de milieu ouvert au civil conformément à ses autorisations et habilitations et les jeunes adultes au titre de la lutte contre les exclusions,
- Soutenir les parents,
- Prévenir les mineurs, les jeunes, des conduites à risques (harcèlement scolaire, prostitution...)
- Aider les parents et les différents acteurs du soutien à la parentalité à créer les conditions propices au développement de l'enfant et de l'adolescent, en prenant en compte la dynamique des générations, ainsi que les contextes culturel, économique, médical et social,
- Favoriser l'insertion des personnes vulnérables.

En respectant les valeurs associatives et les principes fondamentaux de laïcité, de solidarité, de respect de la diversité, de recherche d'adhésion, de soutien à la citoyenneté et à la restauration de la dignité de chacun, en refusant toute forme de discriminations et de violences,

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Paris.

Le changement de siège à l'intérieur de Paris relève d'une décision du conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale et déclarée au préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, ainsi qu'au ministre de l'intérieur. Tout changement de siège hors de Paris requiert l'application des articles 17 et 20 des présents statuts.

##### Article 2

Les moyens d'action de l'association sont :

- La gestion de services et d'établissements appropriés aux buts visés à l'article 1<sup>er</sup>,
- La conception d'actions d'information, de formation, de prévention et d'accompagnement en direction des enfants, des adolescents, des jeunes, leur mise en œuvre et leur évaluation,
- L'accompagnement vers la formation et l'emploi des jeunes et de personnes vulnérables,
- Le développement de tout dispositif favorisant l'éducation à la santé,
- Le développement de tout dispositif favorisant l'accès à l'hébergement et au logement,
- Le développement de tout dispositif favorisant la montée en compétences des professionnels accompagnant les publics visés à l'article 1<sup>er</sup> dans les secteurs sociaux, médico-sociaux et éducatifs,
- Le partage de l'expertise et le développement de la recherche en innovation sociale,
- Toutes activités permettant de développer les capacités de chacun et faire émerger ses compétences psycho-sociales.

118  
118

### Article 3

L'association se compose de membres actifs et de membres d'honneur.

Pour être membre actif, il faut être agréé par le conseil d'administration.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le conseil d'administration aux personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre leur confère le droit de faire partie de l'assemblée générale sans être tenues de payer une cotisation.

### Article 4

La qualité de membre de l'association se perd :

- Pour une personne physique :

1°) par la démission, présentée par écrit,

2°) par la radiation prononcée pour juste motif par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration. L'intéressé est mis à même de présenter sa défense préalablement à toute décision, selon les modalités fixées par le règlement intérieur,

3°) par le non-paiement de la cotisation due pour l'année en cours, constaté par le conseil d'administration. L'intéressé peut contester cette mesure devant le conseil d'administration ; dans ce cas, il est invité à présenter ses explications, selon les modalités prévues ci-dessus.

4°) en cas de décès.

- Pour une personne morale :

1°) par le retrait décidé conformément à ses statuts,

2°) par sa dissolution,

3°) par la radiation prononcée pour juste motif par le conseil d'administration, sauf recours suspensif de son représentant devant l'assemblée générale. Le représentant de la personne morale intéressée est mis à même de présenter sa défense préalablement à toute décision, selon les modalités fixées par le règlement intérieur,

4°) par le non-paiement de la cotisation due pour l'année en cours, constaté par le conseil d'administration. Le représentant de la personne morale concernée peut contester cette mesure devant le conseil d'administration ; dans ce cas, il est invité à présenter ses explications selon les modalités prévues ci-dessus.



## II. - Administration et fonctionnement

### Article 5

L'assemblée générale de l'association comprend les membres à jour de leur cotisation et les membres d'honneur.

Les salariés qui ne sont pas membres de l'association n'ont pas accès à l'assemblée générale, sauf à avoir été invités par le président à y assister. Ils y assistent alors sans voix délibérative.

L'assemblée générale se réunit physiquement au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou à la demande du quart au moins des membres de l'association.

102 44



À l'initiative du président et sauf opposition d'un quart des membres du conseil d'administration en exercice ou d'un dixième des membres de l'association, elle peut se réunir par voie dématérialisée dans des conditions, définies par le règlement intérieur, permettant l'identification et la participation effective des membres et la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le conseil d'administration et sur celles dont l'inscription est demandée, selon les modalités définies par le règlement intérieur, par un dixième au moins des membres de l'association.

L'ordre du jour et les documents nécessaires aux délibérations, dont, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont mis à la disposition des membres par le conseil d'administration dans les délais et les conditions définis par le règlement intérieur.

Elle choisit son bureau qui peut être celui du conseil d'administration.

Le vote à distance peut être prévu, dans des conditions définies par le règlement intérieur, propres à garantir la sincérité du scrutin et, le cas échéant, le secret du vote.

Le vote par procuration est autorisé, sauf pour les délibérations donnant lieu à un vote à distance. Chaque membre présent ne peut détenir plus d'un pouvoir en sus du sien.

À moins que les statuts n'en disposent expressément autrement, les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas comptabilisées, de même que les votes blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire du bureau choisi par l'assemblée générale. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Le rapport annuel et les comptes approuvés sont mis chaque année à disposition de tous les membres de l'association. Ils sont adressés à chaque membre de l'association qui en fait la demande.

## Article 6

L'assemblée générale entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos qui ont été arrêtés par le conseil d'administration, vote le budget de l'exercice suivant, affecte le résultat et fixe le montant des cotisations.

Elle élit les membres du conseil d'administration.

Elle définit les orientations stratégiques de l'association.

Elle désigne le cas échéant un ou plusieurs commissaires aux comptes et leur suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L.822-1 du code de commerce.

Elle fixe les conditions de rémunération des membres du conseil d'administration dans le respect des règles fiscales applicables telles qu'indiquées à l'article 10.

Elle approuve les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, emprunts à plus d'un an et garanties d'emprunts.

100  
44

Elle approuve également les délibérations du conseil d'administration relatives aux autres actes de disposition ayant un impact significatif sur le fonctionnement de l'association. Le règlement intérieur fixe les seuils au-delà desquels ces actes requièrent son approbation.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la constitution d'hypothèques, aux emprunts à plus d'un an et à leurs garanties ne sont valables qu'après approbation du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris.



### Article 7

L'association est administrée par un conseil d'administration élu par l'assemblée générale.

Le nombre de membres du conseil d'administration, compris entre six (6) et neuf (9), est fixé par délibération de l'assemblée générale.

Les membres du conseil d'administration sont élus au scrutin secret, pour six (6) ans, par l'assemblée générale et choisis parmi les membres de l'association.

Le conseil d'administration se renouvelle tous les trois (3) ans par fraction comprise entre 3 et 5 membres.

Les membres sortants sont rééligibles. Ils peuvent exercer trois (3) mandats au plus.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif, ou de révocation d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu à son remplacement par la prochaine assemblée générale. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

Les membres du conseil d'administration peuvent être révoqués par le conseil d'administration pour juste motif ou pour absences répétées, à la majorité des deux tiers des membres en exercice, sauf recours suspensif des intéressés devant l'assemblée générale. Ils sont appelés à présenter leur défense préalablement à toute décision.

### Article 8

Le conseil d'administration met en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'assemblée générale. Il gère et administre l'association conformément à ces orientations et aux décisions budgétaires votées.

Outre les compétences qu'il tient de l'article 3 et de l'article 4 des présents statuts, il arrête les projets de délibération soumis à l'assemblée générale.

Il prépare le budget prévisionnel de l'association à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale.

Il arrête les comptes, les soumet à l'approbation de l'assemblée générale et propose l'affectation du résultat.

Il accepte les donations et les legs dans les conditions prévues à l'article 910 du code civil.

Il propose à l'assemblée générale la désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste mentionnée à l'article L.822-1 du code de commerce et qui exercent les missions prévues aux articles L.823-9, L.612-3 et L.612-5 du même code.

Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération des salariés de l'association.

### Article 9

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois. Il se réunit à la demande du

102

44



président ou du quart de ses membres ou du quart des membres de l'association.

La participation du tiers au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Pour le calcul de ce quorum, les pouvoirs ne comptent pas.

Sont réputés présents au sens de l'alinéa précédent les membres du conseil d'administration qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale, dans des conditions précisées par le règlement intérieur.

Le vote par procuration est autorisé. Chaque administrateur ne peut détenir qu'un pouvoir.

Le conseil d'administration peut, en plus de ces deux réunions, délibérer par échanges d'écrits transmis par voie électronique dans les conditions définies par les articles 2 à 7 du décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014. Le vote par procuration n'est alors pas autorisé.

À moins que les statuts n'en disposent expressément autrement, les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas comptabilisées, ni les votes blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et le secrétaire de séance ou, en cas d'empêchement, par un autre membre du bureau. Ils sont établis sans blancs, ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Toute personne dont l'avis est utile peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration. Toutefois, dès qu'un administrateur le demande, le conseil délibère à huis clos.

## Article 10

Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles sur justificatifs dans les conditions fixées par le conseil d'administration et selon les modalités définies par le règlement intérieur.

Des membres du conseil d'administration peuvent toutefois recevoir une rémunération à raison des fonctions qui leur sont confiées dans les conditions prévues par les articles 261-7-1°d. et 242 C du code général des impôts, annexe II. Cette décision doit faire l'objet d'une délibération spéciale de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des membres en exercice et en l'absence du membre concerné. Toute rémunération d'un administrateur proposée à l'assemblée générale doit être justifiée par une ou des missions spécifiques qui lui sont confiées.

Les membres du conseil d'administration, ainsi que toute personne appelée à assister à ses réunions, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et de celles données comme telles par son président. Cette obligation s'applique également aux membres des comités institués au sein de l'association.

L'association veille à prévenir et à gérer toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, pouvant exister entre ses intérêts et les intérêts personnels ou professionnels de l'un de ses administrateurs, de l'un des membres des comités institués en son sein, des collaborateurs ou de toute personne agissant au nom de l'association.

Lorsqu'un administrateur a connaissance d'un conflit d'intérêts, réel, potentiel ou apparent, dans lequel il pourrait être impliqué, il en informe sans délai le conseil d'administration et s'abstient de participer aux débats et de voter sur la délibération concernée. Il en est de même pour tout postulant à sa désignation

44 142



au sein du conseil d'administration, qui en informe l'assemblée générale.

Lorsqu'un membre de comité a connaissance d'un conflit d'intérêts, réel, potentiel ou apparent, dans lequel il pourrait être impliqué, il en informe sans délai le comité et le conseil d'administration et s'abstient de participer aux débats et de voter sur l'affaire concernée. Il en est de même pour tout postulant à sa désignation au sein d'un comité, qui en informe l'instance appelée à en désigner les membres.

### **Article 11**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau comprenant trois membres composé d'un président, d'un trésorier et d'un secrétaire.

Le bureau est élu à chaque renouvellement partiel du conseil d'administration. En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de révocation d'un membre du bureau, il est pourvu à son remplacement à la plus prochaine séance du conseil d'administration. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

Le bureau instruit toutes les affaires soumises au conseil d'administration et suit l'exécution des délibérations.

Les membres du bureau peuvent être révoqués, collectivement ou individuellement, pour juste motif par le conseil d'administration, dans le respect des droits de la défense. Ils ne perdent pas de ce seul fait la qualité d'administrateur.

Le bureau peut se réunir par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale, dans des conditions précisées par le règlement intérieur.

### **Article 12**

12.1. Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile.

Il décide des dépenses conformément aux orientations délibérées par l'assemblée générale et dans la limite du budget voté. Il peut recevoir délégation du trésorier pour procéder aux dépenses d'un montant inférieur à un seuil déterminé par le conseil d'administration.

Il peut donner délégation dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Le président ne peut être représenté en justice tant en demande qu'en défense que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration.

12.2. Le président nomme le directeur général de l'association, fixe sa rémunération, et met fin à ses fonctions, après avis du conseil d'administration.

Le directeur général dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission par délégation du président. Dans ce cadre, il dirige les services de l'association et en assure le fonctionnement, notamment le recrutement, le licenciement et la discipline des salariés. Il assiste de plein droit, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration et du bureau, sauf délibération portant sur sa situation personnelle. Le président peut consentir au directeur général une délégation pour représenter l'association dans les litiges qui touchent à la gestion courante dans des conditions définies par le règlement intérieur.

12.3. Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

108 44



### Article 13

Le trésorier encaisse les recettes et acquitte les dépenses. Il peut donner délégation dans les conditions définies par le règlement intérieur.

### Article 14

14.1. Les établissements secondaires, non dotés de la personnalité morale, sont créés ou supprimés, sur proposition du conseil d'administration, par l'assemblée générale. Leur création ou leur suppression est déclarée au préfet de la région Ile-de-France préfet de Paris, dans les trois mois. Il s'agit à la date d'approbation des présents statuts d'établissements et services sociaux et médico-sociaux sous contrôle d'une autorité de tarification au nombre de dix (10), plus la direction générale. Ce nombre est susceptible d'évoluer.

14.2. Le personnel des divers établissements ou services directement gérés par l'association est nommé et licencié par le président. Le président peut toutefois autoriser les directeurs de ces établissements ou services à procéder eux-mêmes au licenciement de tout ou partie de leur personnel.

Le président informe le prochain conseil d'administration de ces décisions.

Les directeurs sont responsables de l'administration et de la gestion des établissements ou services qui leur sont confiés. Ils doivent rendre compte au conseil d'administration de la situation morale et financière de ces établissements ou services.

## III. - Ressources

### Article 15

15.1. Les ressources annuelles de l'association se composent :

- 1) Du revenu de ses biens,
- 2) Des cotisations et souscriptions de ses membres,
- 3) Des subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics, notamment ;
- 4) Des dons, donations et legs dont l'emploi est décidé au cours de l'exercice ;
- 5) Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 6) Du produit des ventes et des rétributions perçues pour service rendu.

15.2. Les actifs éligibles aux placements des fonds de l'association sont ceux énumérés à l'article R.332-2 du code des assurances.

### Article 16

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.

Chaque établissement secondaire doit tenir une comptabilité distincte qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'association.

## IV. - Modification des statuts et dissolution

### Article 17

Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'assemblée générale sur la proposition du conseil

JUR  
44



d'administration ou du dixième des membres de l'association.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, lequel doit être envoyé à tous ses membres au moins quinze jours à l'avance.

À cette assemblée, au moins le quart des membres en exercice doit être physiquement présent.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est de nouveau physiquement réunie à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

La renonciation à la reconnaissance de l'utilité publique de l'association est décidée dans les conditions prévues au présent article.

#### **Article 18**

L'association ne peut être dissoute que par l'assemblée générale. Les modalités de proposition de la dissolution et de convocation de l'assemblée sont celles prévues à l'article précédent.

À cette assemblée, plus de la moitié des membres en exercice doivent être physiquement présents.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est réunie de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

#### **Article 19**

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne, selon les modalités de vote prévues à l'article 5, un ou plusieurs commissaires, qu'elle charge de procéder à la liquidation des biens de l'association et auxquels elle confère tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette mission.

Selon les mêmes modalités, elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements poursuivant une finalité analogue, publics, ou reconnus d'utilité publique, ou bénéficiant de la capacité à recevoir des libéralités en vertu de l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée, ou à une collectivité territoriale dans les compétences de laquelle entre l'objet de l'association.

#### **Article 20**

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la modification des statuts, à la dissolution de l'association et à la dévolution de l'actif sont adressées sans délai au ministre de l'intérieur.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la modification des statuts ne sont valables qu'après approbation donnée par décret en Conseil d'État ou par arrêté du ministre de l'intérieur pris après avis conforme du Conseil d'État.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la dissolution de l'association et à la dévolution de l'actif ne sont valables qu'après approbation donnée par décret en Conseil d'État.

### **V. - Surveillance et règlement intérieur**

#### **Article 21**

44  
112





Le président ou son mandataire doit faire connaître dans les trois mois auprès du préfet de la région Ile-de-France préfet de Paris, tous les changements survenus dans l'administration de l'association, conformément à l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée.

L'association fait droit à toute demande du ministre de l'intérieur, du ministre chargé de la cohésion sociale et du ministre chargé du logement, de visiter ses divers services et d'accéder aux documents lui permettant de se rendre compte de leur fonctionnement.

Le rapport annuel, la liste des administrateurs et les comptes, y compris ceux des établissements secondaires ou des comités locaux s'il y en a, sont adressés chaque année au préfet de la région Ile-de-France préfet de Paris, au ministre de l'intérieur et sur leur demande, au ministre chargé de la cohésion sociale et au ministre chargé du logement.

#### **Article 22**

L'association établit un règlement intérieur préparé par le conseil d'administration et adopté par l'assemblée générale qui précise les modalités d'application des présents statuts. Il est élaboré dans un délai de six mois après l'approbation des statuts. Il est modifié dans les mêmes conditions. Il ne peut entrer en vigueur qu'après approbation du ministre de l'intérieur.

### **VI. - Dispositions transitoires**

#### **Article 23**

Afin de permettre l'installation d'un conseil d'administration conforme aux présents statuts, les membres du conseil d'administration élus selon les statuts annexés à l'arrêté du 22 juin 1994 démissionnent individuellement ou collectivement dans les 6 mois suivant la publication de l'arrêté approuvant les présents statuts.

L'assemblée générale appelée à constituer le conseil d'administration élit dans ce délai un conseil d'administration de 6 à 9 membres pour six ans. Les premiers membres sortants sont désignés par la voie du sort.

Le 07 juin 2022

**Jean-Claude ROUÉ**  
Président

**Bernard GENDROT**  
Secrétaire

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'intérieur

Arrêté du **29 JUIN 2022**

**approuvant les modifications apportées au titre et aux statuts  
de l'association reconnue d'utilité publique dite  
« Association Nationale de Réadaptation Sociale »**

NOR : INTD2208073A

**Le ministre de l'intérieur,**

Sur le rapport de la directrice des libertés publiques et des affaires juridiques,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée relative au contrat d'association, notamment son article 10 ;

Vu le décret du 16 août 1901 modifié pris pour l'exécution de cette loi, notamment son article 13-1 ;

Vu le décret du 23 mai 1975 ayant reconnu d'utilité publique l'association dite « Association Nationale de Réadaptation Sociale » dont le siège est à Paris (75), et l'arrêté du 22 juin 1994 ayant approuvé en dernier lieu ses statuts, ensemble ces statuts ;

Vu les délibérations de l'assemblée générale de l'association du 23 novembre 2021 ;

Vu la demande d'avis au ministre des solidarités et de la santé du 23 décembre 2021 ;

Vu l'avis du ministre de la justice, garde des Sceaux, du 19 janvier 2022 ;

Vu les nouveaux statuts proposés ;

Vu les pièces établissant la situation financière de l'association ;

Vu les autres pièces du dossier,

Conformément à l'avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur),

## Arrête

### Article 1<sup>er</sup>

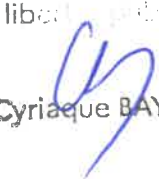
L'association dite « Association Nationale de Réadaptation Sociale », qui a été reconnue d'utilité publique par décret du 23 mai 1975 et dont le siège est à Paris (75), prend le titre d'« Association Nationale de Réadaptation Sociale » ou « ANRS », et est désormais régie par les statuts annexés au présent arrêté.

### Article 2

La directrice des libertés publiques et des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le **29 JUIN 2022**

Pour le ministre et par délégation,

L'adjoint au sous-directeur  
des libertés publiques  
  
Cyriaque BAYLE